

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2076 - 16 mai 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

**Les 15 et 22 mai,
Tous ensemble pour l'emploi,
les salaires et les retraites !**



**La fête de Lutte Ouvrière
des 10, 11 et 12 mai**

p. 7 à 11

Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Sans-papiers en lutte
- Après la mort d'un jeune interpellé à Grasse
- p. 5 ■ Pour défendre le pouvoir d'achat, il faut augmenter les salaires !
- Fruits et légumes, des produits de luxe...
- Personnes âgées et prétendue solidarité
- Les propositions de Darcos aux lycéens
- p. 16 ■ Loi sur les OGM
- Résultats des banques
- Des produits financiers pour affamer le peuple

Il y a 40 ans

- p. 6 ■ Mai 1968 : de la généralisation de la grève au « protocole » de Grenelle

La fête

- p. 7, 8, 9, 10 et 11

Dans les entreprises

- p. 12 ■ SEB (Vosges)
- Clinique du Vert Galant – Tremblay-en-France (93)
- Caisses d'Allocations Familiales (CAF)
- p. 13 ■ ArcelorMittal – Gandrange (Moselle)
- Port autonome de Marseille – Fos
- Marins pêcheurs

Dans le monde

- p. 14 ■ Liban : guerre civile et partition de fait
- Tunisie : la mort d'un manifestant dans le bassin minier de Gafsa
- p. 15 ■ L'État d'Israël a soixante ans

• 35 heures

Le « carcan », c'est le patronat !

Fillon a déclaré qu'il fallait « *sortir définitivement du carcan des 35 heures* ». Il faisait écho à Sarkozy qui venait de déclarer que « *le partage du temps de travail est une erreur économique doublée d'un scandale social* » parce que, selon lui, « *la vérité c'est que plus il y a de gens qui travaillent, plus on crée de richesses, plus il y a de croissance et plus il y a de travail pour tout le monde* ».

Le raisonnement est lumineux, quel dommage que leurs amis les patrons se contentent de faire travailler, de plus en plus, un nombre de gens qui ne s'accroît pas et même diminue, tout cela pour accélérer la seule croissance... des profits des actionnaires !

Le duo Sarkozy-Fillon rejoue le couplet de la défense des malheureux patrons étouffés par l'application rigide du

« dogme » socialiste qui, de plus, coûte si cher à l'État ! En réalité la loi Aubry a été on ne peut plus souple pour le patronat et si dès le début, elle a coûté dix milliards d'euros, ils sont allés directement dans la poche des patrons sous forme de dégrèvements de cotisations sociales. Les travailleurs y ont gagné des jours de congé supplémentaires mais que, la plupart du temps, ils ont du mal à

prendre comme ils le veulent. Et ils l'ont aussi payé par une plus grande flexibilité des horaires de travail sur l'année.

Maintenant que les dégrèvements de charges sociales sont acquis et même pleuvent sur les patrons, ceux-ci souhaiteraient avoir les mains encore plus libres. Il est difficile pour le gouvernement de supprimer purement et simplement la durée légale du travail après avoir axé sa démagogie sur la rémunération « améliorée » des heures supplémentaires au-delà des 35 heures hebdomadaires. Mais Fillon et Sarkozy rappellent qu'on peut contourner une loi : grâce aux nouvelles règles sur la

représentativité syndicale, un accord entre patrons et syndicats ayant la majorité des suffrages pourrait fort bien porter sur des modifications de l'horaire de travail, branche par branche ou entreprise par entreprise.

Au-delà du « coup de gueule » contre les 35 heures destiné à satisfaire l'électorat de droite, en particulier les petits patrons artisans ou commerçants, les dernières déclarations de Sarkozy et de Fillon indiquent à tous les patrons la marche à suivre pour accroître une fois de plus leurs profits.

Sylvie MARÉCHAL

• Sarkozy et l'esclavage

Il devrait se renseigner avant de parler

Le 10 mai, à l'occasion de la journée de commémoration consacrée à la traite négrière, Sarkozy a déclaré que cet épisode peu glorieux de l'histoire de France serait désormais enseigné dans les écoles.

Déclaration filmée et fracassante, effet garanti... mais sans doute pas celui escompté par les conseillers du président. Toute la presse a souligné que la déportation de millions d'Africains, l'esclavage de masse aux

Antilles puis aux États-Unis, la part essentielle que cette exploitation féroce a eue dans le développement du capitalisme et donc, au moins en filigrane, la responsabilité historique de la bourgeoisie française, figureraient déjà au programme d'histoire des écoles. De plus nombre d'enseignants n'ont pas attendu les recommandations ministérielles de 2002 pour parler de la traite des Noirs à leurs élèves.



Une illustration de la traite des Noirs, comme il en existe depuis longtemps dans les manuels scolaires.

Mais qu'importe ce qu'étudient réellement les enfants, ce qu'il y a vraiment dans les programmes scolaires et, surtout, ce que fut l'enfance horrible du capitalisme. Car, quand Sarkozy parle de l'esclavage, comme lorsqu'il parlait du jeune communiste Guy Môquet ou de l'extermination des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, c'est en fait de lui-même qu'il veut parler. Ses écrivains lui font des discours comme d'autres, ou les mêmes, font des spots publicitaires. L'histoire racontée peut bien être superficielle, approximative ou même fautive, du moment qu'elle est suffisamment consensuelle et racoleuse. Parce que la seule chose qui compte pour lui c'est que le public retienne bien le nom du produit.

Paul GALOIS

24 mai, anniversaire de la Commune de Paris

Comme chaque année, l'association Les Amis de la Commune de Paris 1871 organise sa commémoration au Mur des Fédérés du cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Lutte Ouvrière participera à cette manifestation

Samedi 24 mai à 14 h 30
entrée du cimetière du Père-Lachaise
rue des Rondeaux à Paris 20^e
(Métro : Gambetta)

Pour tous ceux qui ont du mal à lire :

Audio-LO vous permet désormais d'écouter sur internet une version audio de nos parutions : *Lutte Ouvrière*, *Lutte de Classe* et brochures du Cercle Léon Trotsky.

Pour y accéder : www.lutte-ouvriere-audio.or

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste))
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 – SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « *Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière* » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 12 mai



Soyons réalistes : revendiquons ce qui est nécessaire !

Toutes les mesures que Sarkozy présente comme des « réformes » indispensables, inévitables, ont en commun de frapper les classes populaires. Mais la politique que mène Sarkozy n'est pas seulement sa politique. C'est lui qui la met en musique, qui en assume la responsabilité devant le pays. Mais ceux qui imposent ces

mesures ne sont pas sur le devant de la scène. C'est le grand patronat qui tire les ficelles, ce sont les dirigeants et les propriétaires des grands groupes industriels et financiers et des grandes banques.

C'est pourquoi, malgré la chute record de sa popularité, Sarkozy persiste et signe. Il continuera les réformes. Il continuera à taper sur le monde du travail. Les dirigeants politiques servent aussi à cela : assumer la responsabilité politique des décisions exigées par le grand patronat, quitte à se déconsidérer. La seule chose qui peut mettre un coup d'arrêt à la régression sociale orchestrée au profit du grand patronat, c'est une entrée en lutte des travailleurs, qui flanquerait à celui-ci une peur salutaire.

L'ensemble des confédérations syndicales appellent à une journée d'actions et de manifestations le 22 mai pour la défense du système des retraites. Il faut évidemment que cette journée soit un succès, mais il est évident qu'elle ne suffira pas, par elle-même, à faire reculer le gouvernement et le patronat. Elle ne sera vraiment utile que si elle est une étape vers une mobilisation plus large, plus déterminée, capable de changer réellement le rapport de forces entre les travailleurs et la bourgeoisie. Et ce qu'il faut c'est un rapport de forces qui ne permette pas seulement d'ouvrir des négociations avec le patronat, comme le disent les dirigeants confédéraux, mais un rapport de forces qui permette de lui imposer la satisfaction de revendications essentielles.

En cette période de forte hausse des prix des produits de première nécessité, il faut non seulement une augmentation générale et conséquente de tous les salaires, de toutes les pensions, mais il faudrait aussi que les salaires ainsi augmentés soient indexés sur l'évolution des prix. Il faut l'échelle mobile des salaires et des pensions !

Le chômage ne diminue que dans les statistiques du gouvernement. Mais les grandes entreprises continuent à licencier, à fermer des usines, à réduire leurs effectifs ne serait-ce qu'en mettant les intérimaires à la porte. Il faudra imposer l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Il faudra imposer au patronat de rendre publics la comptabilité des grandes entreprises, les revenus et les biens de leurs propriétaires. Et l'on verra alors qu'il est tout à fait possible de satisfaire les revendications essentielles de la population : maintenir les emplois, augmenter les salaires, assurer à tous un logement correct.

Le premier pas dans cette direction serait de supprimer toutes les lois qui protègent le secret commercial, le secret bancaire, le secret industriel, derrière lesquels les patrons et les conseils d'administration préparent tous les mauvais coups contre les travailleurs et la société. Les travailleurs ont certainement au moins autant de droits que les capitalistes de connaître les « secrets » des entreprises, des groupes industriels et financiers et de l'économie tout entière. Ce serait une utopie de penser qu'une mobilisation de l'ensemble du monde du travail pourrait imposer ces revendications ? Moins, en tout cas, que d'espérer que notre sort et celui de nos enfants pourra s'améliorer sans cela !

Arlette LAGUILLER

• 15, 18 et 22 mai : Journées de grève et de manifestations

En faire un encouragement pour la suite

Le jeudi 15 mai, les syndicats enseignants du primaire et du secondaire, ainsi que les lycéens, font grève et manifestent contre les 11 200 suppressions de postes prévues par le ministère. Ils sont rejoints par le reste des travailleurs de la fonction publique, également touchés par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, et par le nouveau projet de loi sur la mobilité qui prévoit notamment un recours accru à l'intérim.

De même, dimanche 18 mai, une manifestation natio-

nale a lieu à Paris, à l'appel de la FSU, pour une autre politique de l'éducation. Enfin le 22 mai prochain, les cinq confédérations syndicales CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC ainsi que la FSU, le principal syndicat enseignant, Solidaires et l'UNEF, le principal syndicat étudiant, appellent à une journée d'action et de manifestations de tous les travailleurs du public, pour protester contre les attaques concernant les retraites.

Une participation importante aux grèves et aux manifestations ne pourra qu'être un

encouragement pour l'ensemble des travailleurs qui veulent répondre comme il se doit à l'offensive gouvernementale. Surtout si nombre de travailleurs combattifs continuent par la suite à défendre autour d'eux la nécessité de se battre tous ensemble, travailleurs du public, comme du privé, contre cette politique ; surtout s'ils continuent à expliquer que derrière ce gouvernement, ce sont les patrons qui tirent les ficelles, et que c'est à leur pouvoir sur l'économie qu'il faudra s'attaquer.

Aline RETESSE

À Paris :

– la manifestation du 15 mai part à 14 h 30 de la place d'Italie, en direction de la Place de la Bastille, puis de la République.

– La manifestation du 18 mai à l'appel de la FSU partira de la place de l'Opéra à 13 h 30

– La manifestation du 22 mai pour la défense des retraites ira de : la Place de la Bastille à la Place Saint-Augustin.

**Départ à 14 h 30
place de la Bastille**

Après la mort d'un jeune interpellé par des policiers

Des centaines de personnes, mille peut-être, ont participé à une manifestation silencieuse, dimanche 11 mai à Grasse (Alpes-Maritimes), à la suite du décès d'un jeune, Abdelakim Ajimi, le 9 mai au cours de son interpellation par trois policiers.

Les causes de sa mort n'ont pas encore été révélées, mais des témoignages concordants, dont celui d'une lycéenne et celui d'un maître-chien, révèlent une attitude pour le moins disproportionnée de la part des trois fonctionnaires de la Bac.

Ces derniers seraient intervenus à la suite d'une altercation entre le jeune homme et son agence bancaire qui lui refusait un retrait d'argent. Les témoins de l'intervention policière, plus loin dans la rue, attestent d'un passage à tabac lors de l'immobilisation d'Abdelakim, quasiment étouffé. « Face contre terre, il ne pouvait plus respirer, il était violet, il ne pouvait plus ni parler ni crier, il ne se défendait pas », disent les témoins. Puis, d'après la lycéenne, « ils l'ont mis dans le coffre de la voiture, menotté, on aurait dit une guimauve ».

L'enquête déterminera peut-être les causes et les circonstances précises du décès : lors de l'interpellation, pendant le transport, à l'arrivée au commissariat ? Mais déjà, le jour de la manifestation accompagnant la famille et les voisins du jeune homme, les services du préfet prenaient la défense des policiers, dont deux auraient été blessés, et livraient des précisions destinées à présenter le jeune homme comme un délinquant, un fumeur de cannabis, déjà poursuivi pour conduite sous l'emprise de stupéfiants, précisant même qu'il aurait fait l'objet d'internements en psychiatrie ! Mais si le problème était d'ordre psychiatrique, pourquoi donc la police a-t-elle refusé que ce jeune soit transporté à l'hôpital par les pompiers, pour l'emmener au commissariat ?

On comprend la colère des parents et voisins qui, déjà sous le coup du décès du jeune, voient en plus des policiers à l'attitude violente, sinon pire, être disculpés d'avance. On comprend aussi qu'ils réclament la vérité sur une arrestation dont la violence gratuite, à trois contre un, semble attestée.

En tout cas, la démagogie sécuritaire et anti-immigrés à la mode de Sarkozy conforte évidemment ceux qui, au sein des forces de police, s'estiment en droit de traiter un jeune un peu énervé en dangereux délinquant, à « calmer »... parfois définitivement.

Viviane LAFONT

• Sans-papiers en lutte

« On vit ici, on travaille ici, on cotise ici : on reste ici ! Régularisation ! »



À nouveau, samedi 10 mai, des milliers de sans-papiers ont manifesté pour réclamer leur régularisation. La manifestation à Paris s'est rendue de la place Clichy jusqu'au boulevard des Italiens, devant une pizzeria occupée depuis 23 jours.

Derrière les manifestants partis de Lille le 19 avril, se sont regroupés, unis, les salariés en grève avec la CGT et Droits

Devant ainsi que ceux organisés par les Coordinations départementales ; ceux de la CSP 75 qui occupent toujours la Bourse du travail ; ou ceux de la CSP 92, regroupés dans des locaux de l'église Saint-Paul à Nanterre.

« Le problème, c'est que tout avance au compte-gouttes, les préfets ont des consignes pour jouer la montre », a déclaré Raymond Chauveau, le coordinateur de

cette lutte pour la CGT dans l'Humanité du 13 mai 2008. En effet, depuis trois semaines que la CGT a déposé 1 000 dossiers, concrètement, seulement 29 ont été régularisés !

« Si ça continue comme ça, on va sûrement engager une deuxième vague de grèves, qui sera plus importante que la première », ajoute Raymond Chauveau. Et cette fois-ci, des

contacts sont noués avec la Coordination 75 qui a un millier de dossiers en attente.

Pour contraindre le gouvernement à s'engager dans une régularisation générale, l'élargissement de ce mouvement de grève et d'occupation est effectivement nécessaire. Et tous les travailleurs doivent en être solidaires.

Louis BASTILLE

• Saint-Fons (Rhône)

Empêcher l'expulsion de Nacera

Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées devant la mairie de Saint-Fons, en banlieue lyonnaise, pour soutenir Nacera Sellami, menacée d'expulsion.

Réfugiée en France, sans papiers, Nacera Sellami a été interpellée par la police alors qu'elle rentrait du travail pour aller chez son cousin résidant à Saint-Fons. Elle a aussitôt été emmenée au centre de rétention de Saint-Exupéry, et le tribunal n'a pas voulu l'autoriser à rester en France, sans vouloir prendre en compte sa situation.

Nacera a quitté l'Algérie pour fuir les violences exercées contre elle par son frère. Il lui interdisait de sortir et l'obligeait à porter le voile intégral. Parce qu'elle a refusé de se marier avec l'homme que son frère lui avait choisi, Nacera a eu onze dents cassées et a reçu de multiples coups de couteau aux mains et aux bras.

À Saint-Fons, la situation de Nacera a soulevé une forte indignation. Une mobilisation s'est

organisée et plus de soixante-dix personnes, des militants associatifs, des élus, des habitants de Saint-Fons – dont de nombreuses femmes immigrées – se sont rassemblés jeudi 8 mai devant le centre de rétention pour soutenir Nacera et demander sa régularisation. Christiane Demontès, sénatrice-maire de Saint-Fons, a dénoncé la situation de Nacera en réunion du Conseil municipal et annoncé sa décision de la parrainer.

Renvoyer Nacera en Algérie serait la livrer pieds et poings liés à son frère intégriste et la mettre en grand danger. Sarkozy avait bien déclaré que toute femme en danger pourrait trouver refuge en France. Mais ce n'était qu'un mensonge parmi d'autres. Et si Nacera se trouve aujourd'hui dans cette

situation, c'est la conséquence de la politique d'Hortefaux et Sarkozy. Pour les autorités, il s'agit avant tout de faire du chiffre, pour atteindre les quotas d'expulsions fixés par le gouvernement. Et cela, quels que soient les situations et les

dangers qu'encourent les personnes concernées dans leur pays d'origine.

C'est une politique inique. La mobilisation pour Nacera doit se poursuivre !

Correspondant L0

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE n° 113 (mai 2008)

La crise financière

La folie meurtrière de l'économie capitaliste

Côte-d'Ivoire, Haïti

Révoltes contre les affameurs

Italie

De la fin du gouvernement Prodi au retour de Berlusconi

Les élections américaines

Trois candidats... tous différents et tous pareils

Kenya

Le coût sanglant d'un héritage empoisonné

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,55 euro

Pour défendre le pouvoir d'achat, il faut augmenter les salaires

Mardi 13 mai, Sarkozy a choisi une usine de yaourts du groupe Yoplait, à Vienne, dans l'Isère, pour faire un discours sur le pouvoir d'achat. Fine idée, car les prix des yaourts, comme celui de l'ensemble des produits alimentaires, ne cessent d'augmenter, rognant ainsi chaque jour le pouvoir d'achat des familles populaires.

Il a défendu la loi de modernisation de l'économie qui doit venir en discussion au Parlement à la fin du mois de mai. L'objet principal de ce texte est de faciliter l'implantation de nouvelles grandes surfaces et de permettre aux commerçants de discuter librement les prix avec leurs fournisseurs. Cela permettrait ainsi la concurrence, recette miracle pour faire baisser les prix, selon le gouvernement et première « manette » dont il disposerait pour voir augmenter le pouvoir d'achat.

Mais le marché des produits alimentaires est dominé par un petit nombre de grandes enseignes (Auchan, Leclerc, Carrefour...) et un nombre tout aussi restreint de sociétés agroalimentaires (Danone, Nestlé...). Ce tout petit monde fonctionnant comme larrons en foire, les prix pratiqués n'ont qu'un rapport assez lointain avec la libre concurrence idéale des manuels d'économie, pour autant qu'elle ait jamais existé.

Les deux autres « manettes » gouvernementales seraient,



d'après Sarkozy, les heures supplémentaires et l'intéressement. Or le fait qu'un patron décide d'exploiter ses salariés plus ou moins longtemps ou qu'il choisisse de leur verser une prime ne dépend absolument pas du gouvernement.

Ces « manettes » sont bien trop faibles, même si Sarkozy le voulait vraiment, pour agir sur le pouvoir d'achat des salariés. D'ailleurs n'importe quelle ménagère faisant ses courses, n'importe quel ouvrier le jour

où il reçoit sa fiche de paye par exemple, sait que la façon la plus simple et la plus sûre d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés... c'est d'augmenter les salaires et même, si besoin est, de les augmenter automatiquement au fur et à mesure qu'augmentent les prix à la consommation. De cette « manette »-là Sarkozy ne parle pas, et pour cause.

Paul GALOIS

• Produits alimentaires

Fruits et légumes, des produits de luxe !

Fraises, cerises et asperges, fruits et légumes de saison arrivent sur les marchés et dans les supermarchés. Que ce soit en région parisienne ou dans les régions productrices, leurs prix flambent. Une enquête du journal *Le Parisien* estime les hausses entre 70 et 160 % pour les diverses variétés de fraises et entre 70 et 90 % pour les asperges !

Cette envolée des prix est due à la spéculation des grands groupes de production et de distribution. Elle touche, depuis des mois, tous les produits alimentaires. En une année, même le lait et les pâtes alimentaires ont augmenté d'au moins 12 %.

Des familles n'arrivent plus à se nourrir normalement. Ceux qui viennent ramasser les fruits et les légumes endommagés restés sur les trottoirs à la fin des marchés, ceux qui fouillent les poubelles des supermarchés, ne sont souvent pas seulement des clochards, mais des érémites, des retraités, des travailleurs pauvres.

Martin Hirsch, haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté – un titre d'autant plus ronflant qu'il a peu de moyens – réunira ces prochains jours les principales associations caritatives afin, dit-il, « de comprendre les raisons et mesurer l'ampleur précise de ce phénomène ».

Comme s'il ignorait les mesures, prises par le gouvernement où il siège, contre les retraités, les chômeurs, les familles et les malades. Mais ceux-ci n'ont vraiment pas le temps d'attendre qu'il « comprenne ».

Louis BASTILLE

• Personnes âgées

L'arnaque de la prétendue solidarité

Cette année, le lundi de Pentecôte est redevenu un jour chômé. La pagaille qui s'était créée autour de cette « journée de solidarité » envers les personnes âgées a vraisemblablement été la cause de la décision gouvernementale. Mais pour l'essentiel, rien n'a changé : le principe de faire travailler les salariés gratuitement pendant une journée est maintenu. Et il y a une double arnaque.

La première consiste à demander aux salariés, et à eux

seuls, de financer l'aide aux personnes âgées ou dépendantes, tandis que pour les patrons, c'est tout bénéfice : à eux, on ne leur demande de verser à la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) qu'une partie de l'argent gagné grâce au travail de leurs employés. Ils pourront donc continuer à en profiter, même si la date de cette journée n'est plus fixée nationalement.

Mais cette arnaque en cache une autre, au détriment des per-

sonnes âgées celle-là, puisque tout l'argent collecté n'arrive pas à destination. Lundi 12 mai, le président d'une association des directeurs de maisons de retraite a dénoncé le fait que, sur les 2,2 milliards d'euros que cette journée de travail gratuit a rapporté l'an dernier, une partie des crédits non utilisés ne soient pas mis en réserve pour un usage ultérieur, mais qu'ils aient servi à diminuer le « trou de la Sécu ». Il évalue à 400 millions les sommes ainsi détournées, qui s'ajoutent aux 200 millions de l'année précédente. Et le gouvernement refuse pour l'instant de débloquer ces fonds, ce qui ne l'empêche pas d'affirmer qu'ils seront utilisés,

« à l'euro près », pour aider les personnes âgées.

Il semblerait donc que le gouvernement nous refasse le coup de la vignette-auto, prévue en 1956 pour financer l'allocation vieillesse, et dont les personnes âgées n'avaient jamais vu la couleur !

S'apitoyer sur le sort des retraités et des personnes âgées est une des constantes des discours gouvernementaux. Mais leur autre constante est de détourner des fonds qui leur sont destinés ou d'augmenter les retraites de façon tellement dérisoire (0,8 % le 1^{er} septembre) que cela ne leur permet pas de vivre dignement.

Marianne LAMIRAL

• Les propositions de Darcos aux lycéens

Lui, il est content !

Vendredi 9 mai, Xavier Darcos prétendait avoir contenté les lycéens avec sa proposition d'un dispositif « de réussite scolaire » qui devrait entrer en vigueur dans les deux cents lycées les plus en difficulté. Il s'agirait de stages assurés par des assistants pédagogiques et des enseignants payés en heures supplémentaires. Pour ce faire, le ministre propose de recruter 1 500 assistants pédagogiques. La réussite scolaire tiendrait donc plus au recrutement de 1 500 assistants scolaires qu'à celui de 11 200 enseignants, le nombre de postes qu'il

entend toujours supprimer à la rentrée prochaine !

Darcos s'est vanté de ne pas être « le sixième ministre de l'Éducation à céder, mais le premier à tenir bon le cap de la réforme ». Il oublie que la mobilisation des lycéens l'a tout de même amené à déclarer le maintien du BEP, menacé par sa réforme du baccalauréat professionnel.

Lui qui est tellement partisan des cours de morale à l'école primaire devrait méditer sur ce proverbe : « Il ne faut jamais vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. »

A.R.





• Mai 68

De la généralisation de la grève au « protocole » de Grenelle

Lundi 13 mai 1968, la sympathie que le mouvement étudiant avait rencontrée après quelques jours de manifestations, l'indignation suscitée par les brutalités policières lors de la nuit des barricades, avaient amené l'ensemble des organisations syndicales et politiques se réclamant de la classe ouvrière à appeler à une journée de mobilisation et de grève nationale.

Ce jour-là, tout le pays s'arrêta. À Paris, un immense défilé rassembla, selon les chiffres avancés par la presse, un million de personnes entre la Gare de l'Est et la place Denfert-Rochereau. Pour la première fois depuis bien longtemps dans une manifestation de gauche, les drapeaux rouges dominaient et *l'Internationale* était reprise sans se lasser. Malgré les réticences de la direction de la CGT, les étudiants se mêlaient aux travailleurs. Le soir, la Sorbonne était occupée.

Les grèves s'étendent

Cependant les organisations syndicales avaient conçu cette journée du 13 mai comme une soupape devant diminuer la pression accumulée dans la classe ouvrière et dans le pays par la révolte étudiante. À cette journée du 13 mai, elles n'avaient ni annoncé ni prévu la moindre suite. Et pourtant, le lendemain 14 mai, la grève continuait à l'usine Sud-Aviation, à Bouguenais près de Nantes, où des débrayages avaient lieu depuis trois semaines sur des revendications de salaire et de diminution du temps de travail. Les travailleurs y décidaient d'occuper l'usine et de retenir le

directeur et quelques cadres.

En quelques jours, la grève se répandit à travers tout le pays comme une trainée de poudre. Le 15 mai, l'usine Renault de Cléon, était occupée à l'initiative de jeunes ouvriers. Et puis tout s'enchaînait. Dès le 16 mai, le mouvement de grève illimitée avec occupation de l'usine s'étendait de proche en proche à Renault-Flins, Renault-Le Mans, puis Renault-Billancourt, aux portes de Paris.

Ces premières grèves, démarrées sans que les confédérations syndicales aient donné la moindre consigne, étaient suivies avec attention par tous ceux qui étaient encore au travail. Dans les usines, les cantines, les radios restaient allumées et les informations suivies avec attention. Les discussions sur la situation étaient incessantes, tous attendaient quelque chose.

Dans cette ambiance, les organisations syndicales et en particulier la plus influente, la CGT, décidaient enfin de prendre les devants, d'ouvrir les vannes. Elles n'appelèrent pas l'ensemble des travailleurs à la grève, mais afin de ne pas être débordées par la classe ouvrière, voire d'être débarquées si elles s'opposaient au mouvement, elles prirent l'initiative d'appeler à la grève, usine par usine, quand la vapeur semblait prête à faire exploser le couvercle. Elles appelaient aussi le plus souvent à l'occupation, mais en veillant à ce que le mouvement reste encadré par elles.

C'est que les mois qui avaient précédé mai 1968 avaient vu se dérouler, essentiellement en province, des conflits sociaux de longue durée, que les appareils syndicaux

avaient eu bien du mal à contrôler. Et le Parti Communiste Français venait, dans ces premiers jours de mai, de perdre la plus grande partie de son crédit parmi les étudiants, en traitant les manifestants de « fils à papa » et de « provocateurs ». Il lui fallait absolument éviter de subir pareil sort dans la classe ouvrière.

La CGT prend le tournant des grèves

La CGT et derrière elle les autres centrales syndicales donnèrent donc le feu vert à leurs militants, dont beaucoup ne demandaient que cela, pour entrer en grève. Celles-ci prirent rapidement de l'ampleur. Le nombre de grévistes donné par la presse grossissait de jour en jour, voire d'heure en heure : le matin du vendredi 17 mai, la radio annonçait 100 000 grévistes, l'après-midi, 200 000 et dans la nuit, 300 000. Après Sud-Aviation et Renault, Hispano, Rateau, Babcock, Berliet, Rhône-Poulenc, Air France, la SNCF, le métro parisien, les chantiers navals de Saint-Nazaire, etc., etc., arrêtaient le travail. Lorsque De Gaulle rentra de son voyage en Roumanie, le samedi matin 18 mai, les grévistes étaient plus d'un million. Le soir, la presse annonçait deux millions de grévistes. Ils furent trois millions dans les jours qui suivirent. Le 20 mai, la grève continuait de s'élargir, englobant les pompistes, les taxis, les garçons de café, de multiples petites entreprises. Tout s'arrêtait.

Cependant, tout en appelant à faire grève et en disant qu'il fallait occuper les usines et les bureaux, les organisations syndicales utilisaient leurs militants

et leur influence pour, immédiatement, s'assurer le contrôle de la situation. Dans la plupart des entreprises, les occupations furent bien plus le fait de l'encadrement syndical que des travailleurs du rang, elles revêtirent bien plus l'aspect d'une « protection de l'outil de travail » que d'une contestation du droit de propriété. Les appareils syndicaux purent le faire sans rencontrer trop de difficultés, parce qu'il n'y avait aucune organisation dans la classe ouvrière suffisamment influente pour contester leur politique et parce que l'immense majorité des grévistes leur faisait confiance, sans avoir conscience du rôle que jouaient ces appareils, qui ne voulaient surtout pas mettre la bourgeoisie en difficulté.

Le tournant des accords de Grenelle

Ainsi, dans bien des endroits, les travailleurs firent grève en restant chez eux, se contentant de venir régulièrement aux nouvelles avant de repartir et de laisser l'occupation de l'usine et les initiatives aux seuls dirigeants syndicaux. Ces derniers firent même tout ce qu'ils purent pour dresser une barrière entre les étudiants et les travailleurs, pour isoler ceux-ci de cette jeunesse des facultés et des lycées en pleine effervescence, d'où était parti l'élan de liberté, de discussion, de démocratie qui allait marquer mai 1968. Il leur fallait à tout prix empêcher que les idées révolutionnaires qui reflourissaient en mai 68 et enflammaient toutes les discussions pénétraient la classe ouvrière.

Après s'être mis quasiment partout à la tête des grèves, à

travers parfois des « comités intersyndicaux de grève », les directions syndicales laissèrent le mouvement s'écouler. Mais ce n'était plus seulement les étudiants qui occupaient la rue et cette grève qui s'était généralisée à toute vitesse avait déclenché un vent de panique du côté du gouvernement et du patronat. Il fallait maintenant trouver le moyen de faire refluer cette vague qui avait submergé toutes les entreprises du pays.

Dès le samedi 25 mai, des négociations s'engagèrent donc dans la hâte au ministère du Travail, rue de Grenelle, entre représentants des confédérations syndicales, du patronat et du gouvernement, pour tenter de trouver une issue à la crise, un moyen de remettre au travail la classe ouvrière. On épilogua longtemps pour savoir si, à la fin de cette réunion, un « accord » avait été signé entre les différents négociateurs. Le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, le nia... après que le contenu du « protocole de Grenelle » eut été hué par les travailleurs de Boulogne-Billancourt auxquels il était venu le présenter. Mais quoi qu'il en soit, Grenelle allait être un coup de poignard dans le dos du mouvement gréviste. Car à partir de ce moment-là les directions confédérales émettaient le mouvement, en disant qu'il fallait désormais négocier branche par branche, voire entreprise par entreprise.

Après Grenelle, la grève générale n'allait plus être que la juxtaposition de grèves locales. Mais elle allait encore durer trois semaines.

Lucienne PLAIN

Vive la Fête de Lutte Ouvrière !

Des dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées, cette année encore, à la Fête de Lutte Ouvrière. Et cette année, nous avons recensé plusieurs milliers d'entrées supplémentaires sur les trois jours par rapport à l'an dernier, et même plus qu'en 2006.

Certes, pour une fois, le soleil était largement au rendez-vous ; mais toutes celles et tous ceux qui sont fidèles à notre fête annuelle savent bien que le temps qu'il fait ne fait pas tout à l'affaire... : la fraternité et la bonne humeur ont, elles, toujours été au rendez-vous.

Nous sommes fiers de notre

fête. Non seulement elle est toujours là, et bien là, depuis plus de trente ans, quelque hostile que puisse être et avoir été, parfois, la propagande de certains médias ; mais, en renouvelant son succès d'année en année, elle atteste de la vitalité du courant que nous représentons.

On trouvera dans les pages qui suivent de larges extraits des allocutions prononcées par notre camarade et porte-parole Arlette Laguiller les 11 et 12 mai – ainsi que, bien sûr, quelques échantillons des images de la Fête au cours de ces trois belles journées.



Notre programme

Extraits de l'allocution d'Arlette Laguiller, dimanche 11 mai

Notre fête, créée en 1971, dans la foulée de Mai 68, est toujours là, la seule fête de l'extrême gauche révolutionnaire, son plus grand rassemblement populaire aussi.

Cela tient à beaucoup de choses mais, principalement, sans doute à ceci : alors que tant d'organisations, si puissantes dans les années qui ont suivi 1968, se sont dissoutes ou ont disparu ; alors que tant de leurs dirigeants, qui se disaient à l'époque révolutionnaires, se sont intégrés dans l'ordre existant et de préférence par le haut, dans les ministères ou à la tête de journaux ; alors que tant de leurs intellectuels, devenus philosophes quasi officiels, débient aujourd'hui des lieux communs de droite ou d'extrême droite, nous sommes restés fidèles à nos convictions communistes révolutionnaires.

Notre fête est une fête populaire mais elle est aussi une fête politique. Une fête où s'affichent fièrement les idées de la lutte de classe, les idées de l'émancipation sociale, ainsi que les traditions du courant communiste révolutionnaire, alors que c'est tant à la mode de rejeter jusqu'aux mots « révolutionnaire », « ouvrier », « communiste » et même « socialiste ».

Les idées de l'avenir

Eh bien oui, nous voulons tenir haut un drapeau, perpétuer une tradition dans le mouvement ouvrier, cette tradition qui était incarnée dans le passé par les Communistes, par le Parti Socialiste à son origine, du temps de Guesde ou

de Lafargue ; ou par le Parti Communiste, ce parti qui, sous l'influence de la révolution prolétarienne en Russie, s'était constitué contre la direction du Parti Socialiste devenue réformiste.

Nous gardons la conviction que c'est en reprenant les idées, les principes issus d'un siècle de mouvement ouvrier, de ses luttes, de ses succès, de ses échecs, que la classe ouvrière pourra retrouver le rôle politique qui était le sien à certains moments et peser sur la vie politique et sociale de ce pays.

Tout dans l'évolution du capitalisme, y compris son évolution la plus récente, montre que l'ordre économique actuel, basé sur la propriété privée, le marché, la recherche du profit, est incapable d'améliorer le sort du monde du travail, voire de toute la société.

Malgré les progrès de la science et des techniques, malgré l'accroissement de la productivité du travail, les inégalités sociales ne diminuent pas mais, au contraire, se creusent toujours plus.

La vie n'a jamais été facile pour une famille ouvrière mais, il y a trente ou quarante ans, elle pouvait espérer que cela irait mieux pour les générations suivantes. Mais, aujourd'hui, quelle est la famille ouvrière qui ne craint pas que ce soit encore pire pour la jeune génération ? Que le chômage soit plus important, les salaires plus bas, la précarité plus obsédante. Et ce sentiment est fondé sur la dégradation continue de la condition salariale depuis, au

bas mot, une trentaine d'années.

Et cette dégradation des conditions d'existence de la seule classe productive de la société est d'autant plus révoltante qu'en face, la grande bourgeoisie s'enrichit outrageusement et que les entreprises affichent des profits extravagants.

L'actuelle crise financière est la démonstration que le capitalisme n'est pas seulement un ordre social injuste mais, aussi, que son fonctionnement n'est contrôlé par personne, pas même par les maîtres de l'économie, tant il est irrationnel et dément. Ce n'est pas seulement une économie qui, pour accumuler toujours plus de richesse entre les mains d'une minorité, pousse la majorité vers la pauvreté. C'est aussi une économie où des centaines de milliards accumulés dans l'exploitation peuvent s'envoler en fumée dans un mouvement spéculatif. Quelle que soit l'évolution ultérieure de la crise financière actuelle, elle représente déjà un gâchis effroyable, un gaspillage révoltant du travail humain.

Alors, oui, nous nous revendiquons de ce courant du mouvement ouvrier qui considère qu'il doit être mis fin à la mainmise d'une minorité de capitalistes sur l'ensemble de l'économie. De ce courant qui a la conviction que seuls les travailleurs, c'est-à-dire les ouvriers, les employés, les techniciens, dans toute la variété des professions engendrées par l'économie d'aujourd'hui, tous ceux qui font tourner cette économie

et qui lui permettent de fonctionner, ont les moyens de réaliser la transformation radicale de la société. Seule la classe des travailleurs a la puissance sociale d'expropriation le grand capital, de mettre fin à l'exploitation, à la concurrence, à la recherche du profit, et de permettre enfin à la collectivité de maîtriser sa production et de l'orienter pour satisfaire les besoins de tous.

Et c'est justement dans les périodes de réaction qu'il est important d'affirmer la persistance des idées communistes révolutionnaires. Ce ne sont certainement pas les idées dominantes du présent, mais ce sont les idées de l'avenir.

Un an de présidence Sarkozy, exclusivement en fonction des intérêts des plus riches

Tous peuvent constater que cet homme est le porte-parole des plus riches de la société, c'est-à-dire de cette minorité qui exploite les travailleurs et les pousse vers l'appauvrissement. (...)

Je ne vous égrènerai pas la litanie de toutes les mesures qu'ils nous présentent comme des « réformes » indispensables, inévitables. Elles ont toutes en commun de frapper tantôt l'ensemble des classes populaires, tantôt telle ou telle de leurs catégories particulières. J'aurais du mal à énumérer toutes ces mesures, tant elles sont nombreuses.

L'ensemble de sa politique vise à prendre aux pauvres pour donner aux riches.

Les caisses de l'État sont

vides, dit l'équipe au pouvoir. Cela ne l'a pas empêchée d'inaugurer son pouvoir en distribuant des milliards aux possédants grands et petits et d'instaurer ce « bouclier fiscal » qui ne protège que les plus riches.

Mais, en revanche, elle fait payer toujours plus les travailleurs, les retraités, les chômeurs. De l'augmentation des franchises médicales à la diminution des allocations familiales, de l'augmentation du nombre d'annuités pour toucher une retraite complète à la baisse programmée des revenus des chômeurs, de la réduction du nombre d'emplois dans les services publics à la dégradation des conditions de soins dans les hôpitaux ou d'enseignement dans les écoles, tout cela ne frappe que les classes populaires. Et frappe d'autant plus directement que le revenu est modeste.

Et tout cela, alors que la flambée des prix alimentaires, de ceux du gaz, du fioul domestique et du carburant, est en train de démolir le pouvoir d'achat. Pour un homme qui, pour se faire élire, avait promis d'être le « président du pouvoir d'achat », le mensonge est flagrant, grossier.

Il y a un an, au moment de notre précédente fête, Sarkozy qui venait juste d'être élu était présenté par les partis de gauche comme un homme fort. Ce n'est certes pas la première fois que ces partis présentent un pouvoir de droite comme un pouvoir fort, simplement pour dissimuler leur propre lâcheté

suite page 8

politique à le combattre. (...)

Mais ceux qui imposent ces mesures ne sont pas sur le devant de la scène. Nous avons dit et répété pendant la campagne de l'élection présidentielle en 2007 qu'il ne fallait pas se laisser tromper par la comédie de l'opposition entre dirigeants politiques. Car tous ne sont, en réalité, que des marionnettes dont d'autres tirent les ficelles. Ceux qui tirent les ficelles, c'est le grand patronat, ce sont les dirigeants et les propriétaires des grands groupes industriels et financiers et des grandes banques. Ces gens-là savent qu'il n'est possible d'assurer les profits élevés qu'exige la finance aujourd'hui qu'en écrasant toujours plus le monde du travail. Ils soumettent la vie réelle de la population, ses conditions d'existence, aux cours de la Bourse, à la fluctuation de la spéculation.

Ils ont pour objectif dans toutes les entreprises, dans tous les pays, de réduire la masse salariale en bloquant les salaires, en réduisant les effectifs pour faire faire plus de travail avec moins de travailleurs.

C'est pour pouvoir imposer cela plus facilement que le patronat exige du gouvernement qui représente ses intérêts de modifier la législation du travail, de faciliter les licenciements, de favoriser les contrats précaires par rapport aux contrats à durée indéterminée, de restreindre le droit de grève.

C'est encore le patronat qui exige que soit drainé vers lui tout l'argent qu'on peut récupérer au détriment des classes populaires. L'argent de l'État, bien sûr. Quitte à ce que soient diminuées en conséquence les sommes consacrées aux hôpitaux, aux écoles des quartiers populaires, aux transports collectifs destinés aux travailleurs. Mais le patronat exige aussi du gouvernement que celui-ci mette de plus en plus à sa disposition la caisse de la Sécurité sociale, la caisse des retraites. Ces caisses sont pourtant financées par les travailleurs, et cet argent représente une part de leurs salaires. Chaque fois que le gouvernement décide de réduire, voire de supprimer, des « charges sociales » patronales pour telle ou telle catégorie, c'est en réalité une subvention aux patrons avec l'argent des salariés. Et ce sont pourtant les allocataires que l'on accuse du déficit de la Sécurité sociale !

Le gouvernement de droite, ennemi déclaré du monde du travail !

Mais face à ce gouvernement de droite, la gauche officielle, c'est-à-dire essentiellement le Parti Socialiste, est totalement absente. Pour expliquer les silences et les hésitations de ce parti, la presse insiste sur le choc des ambitions à son sommet, sur le trop-plein de candidats pour le poste de premier secrétaire ou



pour celui de candidat à la prochaine élection présidentielle.

Choc des ambitions, sûrement. Mais les hésitations du Parti Socialiste ne découlent pas de ce trop-plein de dirigeants. Regagner du crédit dans l'électorat populaire exigerait que le Parti Socialiste propose une politique différente de celle de la droite. Mais, même dans l'opposition et condamné à y rester pour les quatre ans qui restent, le Parti Socialiste ne veut rien pro-

poser qui puisse l'engager dans l'avenir, au cas où il reviendrait au pouvoir.

Ségolène Royal, par exemple, a accordé au journal *Le Parisien* deux pages d'interview. Elle y dénonce la politique de Sarkozy, ses promesses mensongères d'augmenter le pouvoir d'achat, de revaloriser le minimum vieillesse et les petites retraites. Elle constate que le mécontentement monte et affirme que « une crise grave est tout à fait possible ».

Mais, face à la question concernant le chômage, elle n'a rien d'autre à proposer que la formation ou la valorisation des métiers comme le bâtiment, la restauration ou les services à domicile ! Et face à la question : « comment accroître le pouvoir d'achat ? », elle parle de doubler la prime pour l'emploi, c'est-à-dire de faire payer la caisse de l'État mais pas d'obliger les patrons à augmenter les salaires.

Pendant les années où le Parti Socialiste était au pouvoir, il a changé certaines choses dans le bon sens, comme l'abolition de la peine de mort ou l'instauration du PACS. Mais il n'a pratiquement rien changé en ce qui concerne le niveau de vie, les salaires, les conditions de travail. Car, pour changer les choses sur ce terrain, là où cela compte, et compte réellement pour le monde du travail, il faut vouloir toucher aux bénéfices patronaux.



Et le Parti Socialiste, même dans l'opposition, se garde de faire des promesses qui puissent l'engager sur ce terrain.

Malgré la chute record de sa popularité, Sarkozy persiste et signe. (...) Les dirigeants politiques servent aussi à cela : assumer la responsabilité politique des décisions exigées par le grand patronat, quitte à se déconsidérer. Ils servent de fusibles. Le grand patronat n'a que faire de l'ambition ou de la carrière des

hommes politiques car, pour lui, qu'ils soient de droite ou de gauche, ils sont interchangeables.

Mais si Sarkozy et son gouvernement continuent à porter des coups aux classes populaires, ils finiront par provoquer une explosion sociale. Cette explosion que craint l'équipe de droite au pouvoir et que redoutent les dirigeants socialistes est la seule façon d'arrêter les coups qui sont portés aux travailleurs. Mais à condition de ne pas s'attaquer

aux seuls pantins qui sont sur la scène, mais aussi et surtout à ceux qui, derrière, tirent les ficelles ; à condition d'imposer au grand patronat un autre rapport de force.

Des revendications qui s'imposent

Non seulement il faut une augmentation générale et conséquente de tous les salaires, de toutes les pensions, mais il faut

que les salaires ainsi augmentés soient indexés sur l'évolution des prix. À d'autres époques de forte inflation ou de hausse brutale des prix, les communistes révolutionnaires mettaient en avant la revendication d'échelle mobile des salaires. Ils exigeaient que les contrats collectifs assurent l'augmentation automatique des salaires en fonction de la montée des prix des articles de consommation. Cette revendication redevient d'actualité. Oui, il faut

l'échelle mobile des salaires et des pensions !

Il ne s'agit pas seulement de protéger ceux de la classe ouvrière qui ont du travail. Une des conséquences les plus intolérables du fonctionnement dément de l'économie capitaliste, c'est la transformation d'une partie croissante des travailleurs en chômeurs chroniques, réduits à survivre avec les

suite page 10

miettes que l'État veut bien leur jeter. Et non seulement le gouvernement diminue les allocations, mais il y ajoute l'humiliation volontaire et vise à rendre les chômeurs responsables de leur misère. Les travailleurs ne peuvent pas accepter cela, ni laisser s'installer une coupure entre ceux qui ont du travail et ceux que ce système fou a jetés à la porte. Pas plus qu'ils ne peuvent laisser s'installer une coupure entre ceux qui ont la carte d'identité française et les travailleurs immigrés, avec ou sans papiers. Alors, **au-delà de cette exigence de solidarité élémentaire qu'est la régularisation de tous les sans-papiers, je tiens à répéter avec force : nous tous, nous sommes la même classe ouvrière !**

Le chômage ne diminue que dans les statistiques du gouvernement. Mais les grandes entreprises continuent à licencier, à fermer des usines ou à délocaliser, à réduire leurs effectifs ne serait-ce qu'en mettant les intérimaires à la porte. Il s'agira, quand le rapport de force le permettra, d'interdire les licenciements et d'imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Mais imposer ces objectifs, les seuls qui soient à même de répondre aux deux maux dont la classe ouvrière a le plus à souffrir, c'est contester le pouvoir absolu du grand patronat sur les entreprises. Ce n'est pas possible autrement que par une lutte importante, généralisée, du monde du travail, suffisamment puissante pour inquiéter le grand patronat et l'obliger à reculer.

Rien ne peut être changé d'essentiel pour les travailleurs sans une telle mobilisation. Mais lorsque cela se produira, il faut que les travailleurs imposent des revendications qui changent durablement la vie du monde du travail.

Il faut imposer au patronat de rendre publique, au jour le jour, la comptabilité des grandes entreprises. Il faut que les travailleurs d'une entreprise, que ses consommateurs et ses usagers puissent avoir accès à ses projets à court et à long terme. Il faut qu'ils puissent savoir le montant de ses recettes et aussi la façon dont elle projette de les utiliser.

Il faut aussi rendre accessibles à tout un chacun les revenus, les avoirs et les biens des propriétaires des entreprises industrielles et bancaires. Car c'est ce contrôle qui permettra de démontrer qu'il est tout à fait possible de satisfaire les revendications essentielles de la population : maintenir les emplois, augmenter les salaires, assurer à tous un logement correct et à tous les enfants des classes populaires une éducation convenable. Ou pour imposer que l'argent extorqué aux travailleurs ne soit pas détourné

vers la spéculation.

Le premier pas dans cette direction c'est de supprimer toutes les lois qui protègent le secret commercial, le secret bancaire, le secret industriel, derrière lesquels les patrons et les conseils d'administration préparent tous les mauvais coups contre les travailleurs et la société. Les travailleurs ont certainement au moins autant le droit que les capitalistes de connaître les « secrets » des entreprises, des groupes industriels et financiers et de l'économie tout entière.

Ce n'est pas le programme d'une révolution, mais c'est une revendication essentielle à imposer lors d'une lutte générale.

Et, précisément lors d'une lutte générale, lorsque des millions de travailleurs se sentent concernés par leur sort et veulent agir dessus, il leur est facile d'imposer ce contrôle. Car ce sont eux qui font marcher l'économie. Ce sont eux qui savent collectivement comment leurs entreprises fonctionnent. Ce sont eux qui tiennent les comptes. Il leur suffit alors de mettre en commun ce qu'ils savent et d'en tirer collectivement les conséquences qui s'imposent.

Voilà le programme sur lequel nous militons depuis bien des années, depuis que l'absurdité de l'économie capitaliste a abouti à cette longue crise avec ses soubresauts successifs dont la société ne parvient pas à sortir.

C'est ce programme que nous défendons dans toutes les élections, lorsque nous avons les moyens de nous adresser à l'ensemble de la population. C'est un programme de lutte, et il ne peut être adopté et repris par des travailleurs qui veulent changer leur sort qu'au moment de grandes luttes.

Mais, pour que les travailleurs puissent alors le reprendre à leur compte et lui donner la force capable de l'imposer, encore faut-il des militants pour populariser ce programme sans se décourager. (...)

Nos idées, notre programme sont faits pour les périodes de crise sociale. Nous n'avons certes pas les moyens de faire en sorte que notre classe sociale, que les millions de travailleurs retrouvent confiance en eux-mêmes et, par là, retrouvent cet esprit de solidarité, de coopération et de combativité qui est propre à ces périodes où la classe ouvrière pèse sur la vie politique. C'est le patronat avec son avidité sans limite, ce sont ses laquais politiques, par leurs provocations, qui feront que ce moment arrivera, inévitablement. Ce que nous pouvons faire, c'est défendre des objectifs, un programme de lutte, qui changent la vie.

Communistes et internationalistes

Extraits de l'allocution d'Arlette Laguiller, lundi 12 mai

Notre fête est celle de Lutte Ouvrière, mais aussi celle de nos camarades de Combat Ouvrier en Guadeloupe et en Martinique, celle de nos camarades du groupe américain The Spark, celle de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, de l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires d'Haïti, celle du groupe qui, en Turquie, s'exprime dans la publication *Sinif Mücadelesi* et de celui qui s'exprime, en Italie, dans *L'Internazionale*. Notre fête, c'est aussi celle de tous les camarades qui se revendiquent de l'Union Communiste Internationaliste en Grande-Bre-

fois dans la Première Internationale de Marx et Engels.

Être communiste, c'est être internationaliste

Être communiste, c'est être internationaliste. Pour cette génération de révolutionnaires dont Marx faisait partie, il était inconcevable même seulement d'imaginer que l'on puisse mettre fin au système capitaliste, transformer radicalement la société et construire une société débarrassée de l'exploitation et de la loi du profit, dans le cadre d'un seul pays.

Depuis toujours, deux expressions résument le programme des communistes :

enseignée aux enfants. C'est dérisoire. Cela fait déjà partie du programme des écoles primaires. Les enseignants n'ont pas attendu Sarkozy pour en parler, mais leur problème est de savoir comment le faire bien, alors que l'Éducation nationale se prépare à supprimer deux heures d'histoire et réduit le nombre d'enseignants ! Et voilà qu'il prétend apprendre aux élèves à regarder la traite des Noirs, et je le cite, « de façon lucide et apaisée » !

Eh bien, s'il y a une façon lucide de regarder ce passé, elle ne peut certainement pas être apaisée. Car ce passé rappelle que le capitalisme s'est déve-



tagne, en Belgique, en Allemagne, en Espagne et à l'île de La Réunion.

Je salue aussi les représentants d'autres groupes qui ne partagent pas nécessairement toutes les idées de l'UCI mais qui, cependant, partagent avec nous la perspective d'une transformation radicale de la société.

Nous avons tous en commun l'objectif de construire dans nos pays respectifs des partis révolutionnaires communistes qui puissent devenir des instruments de combat pour la classe ouvrière et, lorsque des crises importantes en donneront la possibilité, les instruments de son émancipation.

La perspective de construire un parti qui représente les intérêts politiques de la classe ouvrière ici, en France, se confond avec la perspective de construire une organisation internationale avec les mêmes objectifs. En cela, nous nous réclamons de cette tradition qui s'est incarnée pour la première

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ».

Il ne peut en être autrement. Le capitalisme lui-même a émergé dès le début comme un système d'exploitation et d'oppression à l'échelle du monde. C'est le développement du capitalisme qui a unifié l'économie et, par là même, les destins des différents peuples de la planète.

Contrairement aux stupidités nationalistes, les peuples se mélangent depuis des temps immémoriaux. Mais le capitalisme a donné à cela une ampleur sans précédent. C'est le développement de la production capitaliste qui, par la déportation ou par la migration forcée, a déplacé des populations et les a mélangées à d'autres. Tout le rappelle, jusqu'à la dernière lubie de Sarkozy qui, comme vous le savez, propose que désormais l'histoire de l'esclavage soit

loppé grâce à l'esclavage, au pillage, aux guerres. Qu'il s'est développé dans le sang et la souffrance, pas seulement des esclaves dans les plantations de canne à sucre aux Antilles ou à Haïti, mais aussi dans la souffrance des prolétaires des filatures de Manchester ou de Roubaix. Dans la souffrance de ceux qui, commençant à travailler douze ou quinze heures par jour à six ans, mouraient d'usure et de vieillesse à 25 ans, entassés dans les taudis des villes industrielles.

Mais justement, dès cette époque, les destins des peuples d'Europe, d'Afrique et d'Amérique étaient liés. Leurs classes populaires avaient en commun, déjà à l'époque, d'être sacrifiées sur l'autel de l'accumulation du capital, c'est-à-dire pour permettre à la bourgeoisie de s'enrichir.

Mais c'est l'internationalisation de la division du travail,

suite page 11

l'intégration de toutes les économies du monde dans une seule économie mondiale, qui a permis au capitalisme de développer la production à un niveau sans précédent dans l'histoire humaine. C'est cela qui permettra au prolétariat, lorsqu'il aura renversé le capitalisme, de créer une société débarrassée de l'exploitation, du marché, de la propriété privée, de la course au profit et, par là même, des crises économiques et des guerres.

Ces idées-là ont été chassées du mouvement ouvrier avec l'évolution des partis socialistes vers le réformisme, puis des partis communistes vers le stalinisme. Et l'alignement d'abord du Parti Socialiste derrière sa bourgeoisie nationale lors de la Première Guerre mondiale, puis le cours nationaliste pris par les partis communistes à partir des années 1930, ont été la plus sûre indication de leur dégénérescence et de leur transformation de partis des ouvriers en partis au service de la bourgeoisie.

Eh bien, aujourd'hui, le tissu des relations entre différents pays est infiniment plus fort qu'au temps de Marx. C'est une évolution irréversible et revenir en arrière même partiellement sur cette mondialisation ne pourrait se faire qu'au prix d'une régression effroyable. Et c'est bien le signe du recul des idées communistes révolutionnaires que des courants qui prétendent s'opposer à la mondialisation puissent se considérer comme des gens de progrès.

C'est le capitalisme qu'il faut combattre

Ce que le prolétariat a à combattre, ce n'est certainement pas la mondialisation, mais c'est le capitalisme et tout ce qui en dérive, l'impérialisme, c'est-à-dire la domination économique et politique de quelques pays capitalistes développés sur le reste du monde.

Ce dont souffre aujourd'hui la société, ce n'est pas de la mondialisation, mais de la dictature d'un nombre restreint de groupes industriels et financiers, en concurrence les uns avec les autres. Ce dont elle souffre, c'est que toute l'activité économique, toutes les immenses possibilités scientifiques, technologiques et productives de la société, soient subordonnées à la recherche du profit par une petite minorité qui contrôle les richesses du monde et les moyens de les produire.

Ce n'est pas la mondialisation mais le capitalisme qui fait que quelques centaines de spéculateurs déplacent leurs capitaux des crédits hypothécaires américains vers le blé, le maïs, le riz ou le soja, et aient aussi le pouvoir de pousser des millions d'être humains de la malnutrition vers la famine.

Ce n'est pas la mondialisation mais le capitalisme, l'économie de marché, qui a poussé les pays pauvres à abandonner les cultures vivrières au profit de productions pour le marché mondial, ce qui rend par là même leur nourriture quotidienne dépendante des fluctuations du marché et, on le voit aujourd'hui, des fluctuations de la Bourse et de la spéculation.

Ce n'est pas la mondialisation mais le capitalisme, les lois du marché, qui font que les animaux d'élevage ou les animaux de compagnie des pays riches sont mieux nourris que les êtres humains de la moitié pauvre de la planète. Et cela, tout simplement parce que leurs propriétaires disposent pour leurs animaux d'un pouvoir d'achat supérieur à celui d'une partie des classes populaires d'Afrique, d'Haïti ou d'Asie.

Ce n'est pas la mondialisation mais la course au profit de l'économie capitaliste qui pousse à la fermeture des usines, aux licenciements, à ce dramatique gâchis humain qu'est le chômage. Quand ce n'est pas ce gaspillage formidable qui fait que des milliards partent dans la fumée de la spéculation, alors même que ces milliards sont arrachés aux travailleurs centime par centime par l'intensification incessante du rythme de travail et par la réduction de leur pouvoir d'achat.

C'est cette situation que protègent les armées de toutes les puissances impérialistes du monde. C'est pour protéger les prérogatives particulières de ce système que notre impérialisme à nous, l'impérialisme français, maintient en permanence des troupes dans plusieurs pays de son ancien empire colonial. C'est pour cela qu'elles sont intervenues et qu'elles interviennent encore au Tchad, en Centrafrique et en Côte-d'Ivoire.

Mais, en intervenant dans les pays opprimés, les armées des puissances impérialistes aggravent encore la situation. Il n'y a que les dirigeants de l'impérialisme américain ou anglais pour oser affirmer encore aujourd'hui que leur intervention en Irak a été utile à la population de ce pays.

Il n'y a qu'eux, auxquels il faut ajouter cette fois-ci les dirigeants de l'impérialisme français, qui osent dire que leur intervention a amélioré le sort de l'ensemble de la population d'Afghanistan, alors que la misère est toujours là et que les seigneurs de guerre continuent à dominer le pays.

Et puis bien d'autres pays, et pas seulement la Palestine et le Liban, paient le prix des manœuvres passées et présentes des grandes puissances impérialistes. Ces puissances qui, pour maintenir leur domination, dressent les peuples les uns contre les autres ou les divisent

et les opposent en fonction des nationalités, des confessions religieuses ou des ethnies.

Plus pyromanes que pompiers pour préserver leur pillage

Et même lorsque les grandes puissances font mine de jouer les pompiers, elles sont plus pyromanes que pompiers, car c'est le pillage de leurs trusts, les manœuvres politiques et les interventions militaires pour le préserver qui allument sans cesse de nouveaux incendies sur la planète.

En Palestine, l'incendie n'a jamais cessé. Mais comment le pourrait-il alors que tout un peuple est enfermé derrière les barbelés ? Au cours des derniers

Eh bien, une organisation économique où les progrès scientifiques et techniques eux-mêmes creusent les inégalités, au lieu de les résorber, est condamnée tôt ou tard à disparaître.

Mais il est une autre conséquence de l'impérialisme qui, malgré son caractère dramatique aujourd'hui, renforce les perspectives communistes pour l'avenir.

La recherche du profit pousse les grandes entreprises à chercher de nouveaux marchés dans des pays pauvres, ou à y trouver une main-d'œuvre moins chère. L'évolution qu'elle impose vide les campagnes au profit des villes. Ces dizaines de millions de paysans chassés de leurs terres en Chine,

quelles circonstances ces partis surgiront et dans quels pays ils seront les premiers à surgir. Mais nous savons que cela est nécessaire. Et c'est parce que c'est nécessaire que même de petites organisations qui se fixent cela comme objectif sont un espoir et un gage pour l'avenir.

La société bourgeoise porte en elle la concurrence, la rivalité, la lutte permanente. La bourgeoisie et ses hommes politiques cherchent en permanence à introduire ce comportement dans la classe ouvrière. Le mouvement communiste révolutionnaire s'est toujours dressé contre cet effort permanent de la bourgeoisie visant à dresser les travailleurs d'un pays contre les travailleurs d'un autre



mois, le sort de la population de Gaza, en particulier, est devenu pire que jamais, privée d'électricité, de nourriture, affamée, mitraillée, bombardée.

La politique impérialiste a enfermé un des peuples de la région, les Palestiniens, dans un camp de concentration et transformé un autre, les Israéliens, en geôlier. Mais l'incendie allumé par les manœuvres impérialistes du passé couve aussi sous les cendres dans le Liban voisin, se rallumant périodiquement.

Et combien d'autres incendies qui couvent et qui s'enflamment en Afrique ? De la Somalie au Congo ex-Zaïre, en passant par le Soudan, combien de conflits, combien d'affrontements des bandes armées qui aggravent encore l'immense pauvreté des populations ?

Alors, notre combat, c'est contre tout cela. Et tout cela, les guerres, l'oppression, la montée des idées réactionnaires, sans oublier l'empoisonnement progressif de la planète par la pollution, est l'expression d'une organisation économique et sociale non seulement incapable de faire progresser l'humanité, mais dont le seul maintien est sans cesse responsable de nouveaux dégâts.

par exemple, qui s'agglutinent dans les faubourgs des grandes villes à la recherche de travail, sont, aux yeux des capitalistes chinois ou étrangers, de la simple chair à exploiter. Mais ce sont aussi des contingents de nouveaux prolétaires.

En exportant leurs capitaux, les capitalistes exportent aussi la lutte des classes

Renault en a fait récemment l'expérience dans son usine de Dacia, en Roumanie. D'autres trusts la feront en prenant le contrôle d'entreprises ou en construisant de nouvelles usines en Slovaquie, en Slovénie, en Pologne, en Hongrie, et peut-être demain en Chine.

Au-delà de grèves occasionnelles dans ces pays, les capitalistes sont en train d'accumuler la matière explosive qui, demain, détruira leur système.

Mais, pour que les explosions inévitables, pour que les crises sociales que le capitalisme suscite et suscitera inévitablement, se transforment en révolution consciente visant la transformation de la société, il faut des partis dont ce soit la raison d'être.

Nous ne savons pas dans

pays. Une des pires formes de cette opposition introduite parmi les travailleurs est celle qui vise à dresser les travailleurs d'un même pays les uns contre les autres. Ici même, en France, la classe ouvrière est constituée de femmes et d'hommes d'une multitude d'origines. Des dizaines de nationalités sont représentées dans les grandes entreprises de production comme sur les grands chantiers. Leur unité autour de leurs intérêts de classe est indispensable, même simplement pour se défendre et, à plus forte raison, pour peser sur la vie politique de ce pays.

C'est bien pourquoi, s'il faut que les travailleurs de nationalité française soient solidaires de leurs camarades immigrés quand ils revendiquent des droits démocratiques élémentaires, comme le droit de vote dans toutes les élections pour ceux qui sont en situation régulière et la régularisation pour les sans-papiers, il faut surtout se retrouver ensemble dans les combats de la lutte de classe. C'est dans les luttes, et surtout les luttes de grande ampleur, que la classe ouvrière forgera son unité par-delà l'origine et la nationalité de ses membres.

• Caisses d'allocations familiales

Des conditions d'attribution qui se durcissent

La direction de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Paris applique depuis quelques semaines la directive communautaire du 29 avril 2004 concernant les ressortissants d'un État de l'Union européenne.

Jusqu'à-là, toute personne venant d'un pays de l'Union européenne était dispensée de fournir un titre de séjour pour obtenir des prestations de la CAF. Par exemple un travailleur polonais, s'il devait justifier d'une présence de cinq ans en France pour pouvoir faire une demande de RMI, pouvait percevoir les prestations familiales dès le mois suivant son arrivée. Mais aujourd'hui les conditions d'attribution se sont durcies.

Ainsi il est demandé au nouvel arrivant de justifier d'une couverture maladie, ou assurance maladie personnelle. S'il est sans emploi, il doit fournir des justificatifs de ses ressources (pension, rente, revenus mobiliers ou immobiliers). Il doit justifier de la possession d'une épargne correspondant à au moins six mois de RMI, c'est-à-dire 2 680 euros environ. Et pour le justifier, il doit présenter un relevé de compte bancaire (on ignore si la CAF a pour cela l'accord de la Commission nationale de l'informatique et des libertés).

Pour l'instant, ces directives ne s'appliquent pas aux membres de l'Union européenne qui vivent en France depuis de nombreuses années, sauf en cas de déménagement de la province vers Paris.

Ces nouvelles mesures ne sont pas prises parce que la branche Famille serait déficitaire. Au contraire, elle est excédentaire de 200 millions d'euros. Elles visent de fait à restreindre l'arrivée de nouveaux travailleurs voulant s'installer en France, en leur refusant les aides familiales dont bénéficient normalement les salariés.

Le gouvernement entend choisir les immigrants qui lui conviennent le mieux (ingénieurs, médecins, etc.) et refouler les autres... les plus pauvres.

Cette attribution des droits sociaux en fonction du compte en banque est inacceptable.

Correspondante LO

• SEB (Vosges)

Deux ans après les licenciements, bien des travailleurs sur le carreau

Début 2006, SEB a fermé deux usines dans les Vosges, l'une au Vécoux, l'autre sur la commune du Syndicat. Bien sûr, la main sur le cœur, le PDG d'alors – toujours en poste car lui n'a pas perdu son travail – Thierry de la Tour d'Artaise, promettait que « le groupe SEB ne laissera personne sans solution ».

Promesse de patron, promesse de cochon ! Deux ans plus tard, sur les 439 salariés, 92 n'ont toujours pas d'emploi en vue et risquent de se retrouver sans ressources quand la cellule mobilité-emploi fermera ses portes en septembre prochain. Le bilan pour les 439 salariés est édifiant. Si 127 ont pu partir en préretraite, seulement 61 travailleurs ont trouvé un emploi en CDI. 51 salariés ont été reclassés dans le groupe SEB mais en devant quitter les Vosges, sans parler de 13 CDD, 13 « reprises d'entreprise », 16 projets personnels et 41 embauches dans Ossaibois, qui a repris le site du Syndicat et qui devrait embaucher 16 salariés.



Les SEB en lutte, il y a deux ans.

L'intersyndicale réclame, à juste titre, que SEB tienne ses engagements jusqu'à ce que tous les salariés aient un reclassement comme promis. Ce serait effectivement la moindre des choses, car le leader de l'électroménager SEB, lui, se porte mieux que bien. Son bénéfice net a bondi de 87 millions d'euros en 2006 à

143 millions en 2007 et il s'est même offert (pour 344 millions) le leader chinois de l'électroménager, Supor, délocalisant ainsi la propriété de ces usines chinoises vers des actionnaires bien de chez nous. Derrière SEB, il y a des grands noms de la grande bourgeoisie comme la famille Lescure, principal action-

naire, ou encore la famille Peugeot qui ne se contente pas du groupe PSA mais a des intérêts dans bien d'autres domaines. C'est bien connu, il ne faut pas mettre ses œufs dans le même panier surtout quand ils sont gros.

Étienne HOURDIN

• Clinique du Vert-Galant - Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis)

Non à l'externalisation des agents !

La direction de la clinique du Vert-Galant, à Tremblay-en-France, a décidé d'externaliser 33 agents vers un prestataire, Hôpital Service, créé à l'origine par la Générale de Santé à laquelle appartient cette clinique. Ceux-ci, agents des services hospitaliers (ASH), sont solidaires et refusent leur externalisation.

La clinique cherche à obtenir que chacune des 33 ASH signe individuellement un nouveau contrat de travail avec Hôpital Service. Pour les convaincre, la direction les a déjà convoquées chacune à trois réunions et à un entretien individuel... C'est de l'acharnement et, à ces occasions, tout est bon pour les faire signer, les pressions multiples et surtout la menace de les licencier pour

faute en cas de refus. La déléguée syndicale qui a activement pris leur défense s'est vue convoquée à un entretien de licenciement début avril, pour une prétendue faute qu'elle aurait commise début février ! L'inspection du travail doit maintenant se prononcer sur ce qui est bien évidemment une mesure de représailles contre elle.

Les ASH ne sont pas dupes et savent bien qu'en

dépit des boniments du directeur, la diminution attendue des coûts en cas de transfert des salariées à Hôpital Service se ferait sur leur dos, par l'augmentation des tâches et la diminution des effectifs. Les salaires seraient ceux de la convention collective de la propreté, au lieu de celle des établissements de santé privés à but lucratif, et seraient donc inférieurs. Il pourrait y avoir aussi des

mutations forcées sur un autre établissement

Aucune des ASH concernées n'a accepté de signer et elles ont donc toutes envoyé à la direction une lettre de refus. Le directeur, en même temps qu'il cherche à licencier leur déléguée syndicale, tente à nouveau de les faire signer. Mais ensemble, elles sont bien décidées à faire échouer ces manœuvres.

Correspondant LO

Un système qui déraile

Un feu de broussaille près de la gare du Nord à Paris, le 7 mai, a provoqué le blocage de centaines de trains de banlieue, TGV, etc. De très nombreux voyageurs ont été retardés, parfois longtemps. Et il a fallu un jour entier pour

que tout rentre dans l'ordre.

« Il y a urgence, sinon nous allons dans le mur », dit le président du Réseau ferré de France. La moitié du réseau serait dans un état correct, mais 2 000 km de lignes sont en situation difficile, et

1 200 km dans un état tel que les trains doivent ralentir. Des postes d'aiguillage datent d'avant 1914 !

Les gros bénéficiaires de la SNCF ne servent pas à l'amélioration du réseau, comme cela serait normal.

• ArcelorMittal – Gandrange (Moselle)

Grève spontanée contre les provocations de la direction

Lundi 12 mai au soir, deux cents travailleurs du four électrique de l'aciérie de Gandrange se sont mis spontanément en grève. Le projet de la direction adressé aux délégués du CHS, mettant en musique les 600 suppressions d'emplois programmées avec la fermeture de l'aciérie, est à l'origine de ce mouvement. Il faut dire que la direction se croit vraiment tout permis.

Ainsi, elle ne prévoit qu'une seule proposition de reclassement au sein du groupe. En cas de refus ce sera la porte. Ce reclassement ne serait acquis qu'au bout d'une période d'essai de trois mois sans aucune prime de mutation si celle-ci se fait dans la région. Les indemnités de licenciement, quant à elles, seraient dérisoires : un quart de mois de salaire par année d'ancienneté.

Cerise sur le gâteau, de nouveaux horaires de folie seront mis en place à compter de début juillet, jusqu'à la fermeture prévue en mars 2009.

Au lieu de cinq équipes, il n'y en aurait plus que trois avec une aciérie qui tournerait du lundi au samedi à 22 h. Les travailleurs sont radicalement opposés à ce nouvel horaire qu'ils ont déjà subi et qui signifierait des horaires à rallonge avec des semaines pouvant aller jusqu'à 48 heures et des débordements de poste liés au manque de personnel.

Connus juste avant le week-end de la Pentecôte, ces projets ont vraiment provoqué la colère. Les travailleurs du four électrique ont préparé entre eux la grève pendant le week-end et l'ont déclenchée le lundi soir. Ils ont reçu le soutien de la seule CGT. Les portes de l'usine ont été bloquées, les grévistes tenant un piquet de grève à l'une des entrées qui rassemble de cinquante à deux cents travailleurs. Un gigantesque feu a été allumé avec des pneus et des carcasses de voitures ; les voitures passent en klaxonnant pour manifester leur soutien devant le piquet.

L'usine est complètement paralysée. Les grévistes ont établi leurs revendications : ils exigent plusieurs propositions de reclassement avec une période d'essai limitée à quinze jours, une prime de mutation même si celle-ci se fait dans la région, une indemnité de licenciement équivalente à un mois de salaire par année d'ancienneté et, surtout, l'annulation du changement des horaires de travail. La direction dit que ce changement est nécessaire à cause des réductions progressives d'effectif. Si fermer l'usine lui pose vraiment trop de problèmes, elle n'a qu'à la maintenir ouverte !

ArcelorMittal a fait 7,5 milliards d'euros de bénéfices l'an dernier et veut supprimer des centaines d'emplois avec un plan antisocial de misère. C'est la goutte d'eau qui fait déborder un vase déjà trop rempli.

Correspondant LO



• Port autonome de Marseille-Fos

Privatisation des ports : au service des patrons, au détriment des travailleurs

Vendredi 9 mai, la grève a été de nouveau massivement suivie au Port de Marseille, et dans les six autres grands ports concernés par la réforme adoptée en Conseil des ministres le 23 avril, qui reviendrait à une privatisation des travaux portuaires.

Après les débrayages engagés sur les sept grands ports le 17 avril, et la grève du 23 avril au Port autonome de Marseille (PAM), le mouvement s'est poursuivi dans ce dernier port par des grèves perlées et un ralentissement de l'activité portuaire.

La direction du Port autonome ayant obtenu la condamnation de la CGT en référé vendredi 2 mai à cause de ces actions, celle-ci avait appelé à la grève pour vendredi 9 mai.

On peut en effet craindre les conséquences de cette réforme pour les travailleurs du port. Dominique Bussereau, secrétaire d'État aux Transports, promet un fort investissement de l'État pour la modernisation des ports et ce qu'il appelle « une nouvelle gouvernance » qui permettrait aux patrons de faire travailler le personnel comme ils le voudraient ainsi que l'« unicité du commandement ». Cette « unicité » implique que les transporteurs pourraient faire décharger et charger les navires par le personnel de leur choix, qu'il soit salarié du port ou non. Le résultat en serait, promet-il, un formidable développement du port, ainsi que la création de 30 000 emplois.

D'une part l'on ne peut qu'être inquiet pour les conditions de sécurité dans le travail : le nombre d'accidents et de morts au travail est aujourd'hui important, qu'en sera-t-il demain lorsque les patrons auront carte blanche ?

Quant aux prévisions pour l'emploi on peut être sceptique : le premier volet de ce plan dit de modernisation avait consisté en 1992 dans la privatisation totale

de la manutention portuaire qui prévoyait alors aussi la création de 50 000 emplois et d'importants investissements de l'État. Il y avait 8 000 dockers en France en 1992, il n'en reste que 4 000. Quant à la contribution de l'État aux investissements sur les ports, elle n'a été que d'un sixième de ses engagements.

Par contre les promesses du gouvernement vont au devant des rêves des grandes sociétés, car les ports promettent des gains conséquents.

Lorsqu'il s'agit de lancer des accusations contre les grévistes « qui ruineront le port de Marseille » chacun y va de son couplet. Selon le directeur du port, Guy Janin, « l'armateur Danois Maersk, le n° 1 mondial s'appête à boudier Marseille ». Les marchandises seraient déroutées sur Gènes, Barcelone et Anvers, d'où des surcoûts estimés par Hervé Ballardur, président de la société de transport du même nom, entre 500 et 1 200 euros par conteneur. Sans parler de ce patron de société d'import de matériel de sport d'Asie qui tempête : « J'attends ma première commande : elle est bloquée à Fos. Mais j'ai dû payer cash mes fournisseurs, il me faut avancer la TVA et ma trésorerie est fragile. Vous croyez qu'ils s'en soucient, les agents du port ? ». Eh bien, du fait de la grève, pour une fois il s'en souciera, lui, des agents qui permettent l'arrivée de son matériel !

Ce langage de patrons après au gain, les dockers, les employés du port, les employés des compagnies de navigation et les marins l'ont entendu et réentendu à chaque conflit depuis des dizaines d'années.

Et face aux menaces de transfert de 230 à 270 grutiers, portiqueurs et autres agents du PAM, la CGT prévoit d'autres mouvements.

Correspondant LO

• Marins pêcheurs

« Promesse de Sarkozy et ciel pommelé sont de bien courte durée » (proverbe breton)

Depuis samedi 10 mai, des marins pêcheurs bloquent le port des Sables d'Olonne pour protester contre l'augmentation continue du prix du fioul.

Déjà au mois de mars, plusieurs dizaines de bateaux de pêche de Lorient avaient bloqué pendant trois jours le port de plaisance de la Trinité-sur-Mer. Les bateaux étaient pavoisés de banderoles comme « Sarkozy, tiens tes promesses » et « 30 centimes le litre de gazole, sinon c'est la crise et la faillite ». Maintenant aux Sables d'Olonne, les banderoles disent « Sarkozy assassin de la pêche ».

En novembre 2007 les pêcheurs s'étaient déjà mobilisés pour obtenir une compensation à la hausse vertigineuse du prix du carburant. Sarkozy s'était alors déplacé lui-même et, après s'être fait fraîchement recevoir, n'avait pas été avare de promesses, inventées sur place et lancées au vent. Charge était laissée à son ministre Barnier de les mettre en conformité avec la loi, de les financer et de les faire

appliquer, ou de faire patienter encore un peu les pêcheurs en faillite.

L'exonération de cotisations sociales offerte aux pêcheurs par Sarkozy, aux frais des caisses de Sécurité sociale, a pris fin en mars. Les primes à la casse des bateaux anciens, qui sont en cours d'attribution, peuvent éventuellement résoudre le problème de patrons pêcheurs souhaitant se retirer. Mais que vont faire les équipages ainsi débarqués, et sur quels navires pourront bien s'embarquer les jeunes ?

Le prix du carburant continuant d'augmenter et les mesures du plan Sarkozy s'avérant creuses, le ministre de la Pêche avait débloqué, le 29 février, 12 millions d'euros d'aides d'urgence et étendu leur attribution aux navires les plus petits. Ainsi un bateau de moins de neuf mètres a eu droit à une avance de 1 000 euros... ce qui paye à peine la consommation de quelques jours de pêche, avec un gazole à 70 centimes le litre,

prix payé actuellement par les pêcheurs. Le ministre avait aussi renouvelé ses promesses de 300 millions d'aides en trois ans. Mais ce ne sont pas les promesses qui font tourner les hélices.

Par leur mouvement, les marins de Lorient avaient obtenu des garanties spécifiques, en particulier l'attribution de leurs aides en fonction de la consommation des bateaux et pas seulement de leur taille. Cela a été étendu à tous les bateaux, mais c'est bien loin d'être suffisant comme le montre aujourd'hui le mouvement des pêcheurs de Vendée. Tant que les compagnies pétrolières seront hors de tout contrôle, tant que l'État taxera sans limite les produits pétroliers, tant que la grande distribution fixera souverainement ses marges, le prix du carburant étranglera les marins pêcheurs... et le prix du poisson les consommateurs.

Paul GALOIS

• Liban

Guerre civile et partition de fait

Après une semaine de combats, le retour à un calme relatif au Liban se solde par un succès pour le Hezbollah, le « parti de dieu » de Hassan Nasrallah.

Le gouvernement de Fouad Siniora avait tenté de reprendre l'initiative contre lui en annonçant, le 7 mai, la mise hors-la-loi du système de télécommunications du Hezbollah et le limogeage du responsable de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth, réputé proche du parti. En réponse, sa milice a pris l'offensive, bloquant l'aéroport et occupant finalement tout l'ouest de la capitale libanaise. Le 11 mai, le chef du gouvernement a dû reculer, déclarant qu'il confiait à l'armée le soin de juger de l'application ou non de ses deux décisions. L'armée ayant décidé de ne pas les appliquer, les milices du Hezbollah se sont retirées de Beyrouth-Ouest et en ont confié le contrôle à l'armée.

Depuis des mois, et en particulier depuis la guerre menée à l'été 2006 par Israël contre le Hezbollah, la situation est bloquée. Sorti renforcé par l'échec de l'offensive israélienne, le parti de Hassan Nasrallah réclame une plus grande place dans le gouvernement du pays. Les responsables du « courant du futur » de Saad Hariri et du Premier ministre Siniora, soutenus par les États-Unis, la France, les puissances occidentales et les régimes arabes pro-occidentaux, eux, s'accrochent au pouvoir, accusant Nasrallah de n'être qu'un pion dans les mains des régimes iranien et syrien.

Depuis des mois, en l'absence de compromis, l'élection du président de la République est repoussée, et une partition de fait s'installe entre les zones contrôlées par les différentes milices.

La tentative du gouvernement Siniora de marquer des points contre le Hezbollah, sous la pression de ses alliés occidentaux, se solde par un échec. Cela accentue le rôle d'arbitre d'une armée qui, de peur d'éclater entre ses différentes composantes religieuses, doit ménager le Hezbollah et désavouer au moins partiellement le gouvernement en place. Celui-ci en sort affaibli, avec en même temps la démonstration que ses puissants alliés extérieurs ne sont guère en état de le soutenir. Israël, en crise, peut difficilement reprendre actuellement l'offensive contre le Hezbollah. Les États-Unis, s'ils ont affiché leur présence en faisant croiser un porte-avions au large des côtes libanaises et s'ils continuent périodiquement de menacer la Syrie et l'Iran, sont suffisamment englués en Irak et en Afghanistan pour hésiter à ouvrir encore un autre front par une intervention au Liban.

La population libanaise n'a aucun intérêt au rôle d'allié privilégié de l'occident impérialiste auquel les dirigeants du Courant du Futur voudraient enchaîner le pays. C'est ce choix pro-occidental, déjà conçu par le colonialisme français au temps de son mandat sur le Liban, appuyé sur la division en communautés religieuses elle-même institutionnalisée par le système politique confes-



L'armée libanaise patrouille après les affrontements.

sionnel, qui a conduit à la guerre civile de 1975-1990, alimentée aussi par les interventions extérieures. L'entêtement des dirigeants des communautés chrétiennes, puis musulmane sunnite et druze, à confirmer ce choix, a entraîné en retour le renforcement du Hezbollah, parti intégriste islamiste, au sein de la communauté musulmane chiite, tout à fait de la même façon que la politique d'Israël a abouti à renforcer le Hamas à Gaza.

Tout cela met le pays, depuis des mois, au bord d'une nouvelle guerre civile. Malheureusement, ce sont les différentes fractions de la population libanaise qui payent tour à tour les choix de leurs dirigeants. Lors de son offensive sur Beyrouth-Ouest, la milice du Hezbollah s'en est prise à la population musulmane sunnite de cette partie de la capitale, en la chassant de certaines rues et

parfois en tuant. Le Hezbollah en fera peut-être autant demain dans certains secteurs druzes ou chrétiens. Quant à l'emprise du « parti de dieu » sur la population chiite, elle prend déjà la forme d'une dictature, assortie d'un contrôle étroit de la société pesant particulièrement sur les femmes. Mais l'emprise des milices musulmanes sunnites ou chrétiennes dans certaines régions ne vaut guère mieux.

La contradiction est frappante entre la violence du conflit et l'enjeu politique, qui peut sembler dérisoire : quelques places au gouvernement pour l'organisation chiite, et qui sera le prochain président de la République, de toute façon sans guère de pouvoir. C'est pourquoi le Hezbollah cherche à donner à sa lutte un visage social, la CGT libanaise qu'il contrôle ayant par exemple appelé à la grève pour l'augmentation du salaire minimum.

Mais ce n'est évidemment pas le premier souci d'un parti qui est d'abord celui d'une des fractions des couches dirigeantes libanaises.

Depuis la guerre de 2006, la population souffre notamment des conséquences des destructions, de l'inflation, du blocage de l'économie et du chômage. Cette dernière crise ne fera que rendre les problèmes plus aigus et apporter un lot supplémentaire de souffrances. Aucun des problèmes de la population ne sera résolu par les cliques politico-communautaires et les milices qui s'affrontent pour le pouvoir, ni même par les différents « sauveurs » qui se proposent régulièrement d'intervenir, qu'il s'agisse d'Israël, des États-Unis ou de la France, mais aussi de la Syrie ou de l'Iran.

André FRY

• Tunisie

La mort d'un manifestant dans le bassin minier de Gafsa

Dans le bassin minier de Gafsa, dans le Sud-Ouest tunisien, de nombreuses manifestations et rassemblements ouvriers se déroulent depuis le début de l'année.

Dans cette région d'exploitation du phosphate, outre la pauvreté et la pollution liée aux activités d'extraction et traitement, une situation de chômage profond règne qui a conduit de nombreux jeunes, dépendant de l'unique employeur de la région, la Compagnie des Phosphates de

Gafsa (CPG), à ces mouvements de protestation.

Le 6 mai, l'une de ces manifestations regroupait des jeunes chômeurs qui protestaient contre les résultats pour le moins peu transparents du concours d'entrée à la CPG, qui s'était, en janvier dernier, engagée à recruter des jeunes chômeurs. Un groupe avait décidé d'occuper le générateur électrique – hors tension – alimentant les ateliers de l'entreprise. Une brigade de police, armée de gaz lacrymogènes, ayant entrepris de faire évacuer

le générateur, le courant s'est trouvé rétabli et plusieurs jeunes manifestants ont été électrocutés. L'un d'entre eux, 26 ans, a été tué. Un autre, 21 ans, est plongé dans le coma. Les secours ne seraient intervenus que plusieurs heures après l'accident.

À la suite de cela, en guise de protestation, de nombreux habitants de la ville voisine de Redeyef ont décidé de quitter leurs maisons, pour protester contre l'omniprésence, depuis des semaines, des forces policières, l'usage fréquent des

lacrymogènes et la menace permanente de répression. Puis, à l'appel des militants syndicaux, les habitants sont revenus reprendre les démonstrations des « jeunes des tentes ». Le ras-le-bol se traduit en effet, dans plusieurs autres villes du bassin, par des sit-in sous des tentes, devant les bâtiments officiels, où se sont installés des jeunes chômeurs et des veuves d'anciens travailleurs victimes d'accidents du travail à la CPG.

Pour l'instant, la direction de l'usine dit avoir commencé à embaucher quelques enfants

de salariés. Mais elle se sent totalement soutenue par les autorités locales qui non seulement font la sourde oreille aux revendications de la population, mais apportent leur aide à cette occupation policière qui pèse au quotidien sur les familles ouvrières.

Comme on peut le constater, « l'espace des libertés progresse » en Tunisie, ainsi que le déclarait Sarkozy, il y a deux semaines, lors de sa visite au dictateur Ben Ali.

Viviane LAFONT

• L'État d'Israël a 60 ans

Bâti sur le mensonge et la dépossession des Palestiniens

Les soixante ans de la création d'Israël ont été l'occasion de nombreuses célébrations dans le pays. Mais dans les Territoires occupés voisins et au sein de la population arabe d'Israël, c'est aujourd'hui l'amertume, l'humiliation si ce n'est la haine qui dominant.

Si Israël s'est construit pour le peuple juif, comme le proclament ses fondateurs, ils oublient cependant de préciser qu'il s'est aussi construit contre un autre peuple. Car Israël ne s'est pas bâti dans un désert, mais sur un territoire où vivait une population nombreuse, les Palestiniens, bien plus nombreux en tout cas que ne l'était la communauté juive quand le gouvernement britannique appuya la revendication de la création en Palestine d'un foyer national juif en 1917.

Et ensuite toute l'histoire de cette petite région du Moyen-Orient a été celle de la dépossession des Palestiniens, une dépossession qui s'est fortement accélérée en 1948 dès lors qu'elle se fit avec les moyens de l'État israélien qui venait de se créer.

Le 14 mai 1948, quand les troupes britanniques se retirèrent de Palestine, le dirigeant sioniste Ben Gourion proclama la naissance d'Israël, court-circuitant le projet de l'ONU qui prévoyait de partager la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre palestinien. Il s'en suivit une guerre avec les États arabes voisins qui se termina par la victoire d'Israël. Les frontières du nouvel État furent tracées bien au-delà de ce qui était prévu par le plan de partage. Et surtout, il ne fut plus question d'un État palestinien.

Israël « fait colonial »

Il est maintenant de notoriété publique que dans les mois qui précédèrent la création de l'État d'Israël, et dans ceux qui suivirent, plus de 400 villages arabes furent rayés de la carte, tandis que 700 000 à 800 000 Palestiniens n'eurent d'autre choix que de fuir ou de mourir, chassés ou massacrés par la nouvelle armée israélienne et des groupes paramilitaires.

Contrairement à ce qui se dit encore aujourd'hui, cette politique impitoyable ne fut pas la conséquence d'un appel à

l'exode lancé par des dirigeants arabes, mais plutôt l'application des objectifs sionistes visant à créer en Palestine un État spécifique des Juifs, de préférence débarrassé de ses habitants arabes. Dans la logique de cette politique nationaliste, les exactions contre les Palestiniens avaient d'ailleurs commencé bien avant 1948, quand la Palestine était encore sous domination britannique.

Pour créer leurs colonies de peuplement, les sionistes avaient acheté des terres à de grands féodaux arabes et en avaient expulsé les paysans qui y travaillaient. Leurs entreprises avaient interdiction d'employer des Arabes. Ils avaient implanté ainsi une communauté juive complètement coupée des populations qui l'entouraient. Cette politique sépara physiquement les deux peuples, à tel point que même dans les périodes où les masses arabes se soulevèrent contre la puissance coloniale britannique, dans les années 1930, les sionistes se tin-



rent à l'écart, quand ils ne fournirent pas des troupes pour participer à la répression des révoltes arabes.

Dans ces conditions, tout le discours soi-disant socialiste dont se para un temps la communauté juive et ensuite la société israélienne, avec ses « kibboutz » et autres « mochavs » égalitaires, n'était qu'un vernis. Il n'eut en fait comme fonction que de tromper les émigrants venus d'Europe et dont beaucoup se réclamaient à l'époque du socialisme. Leur prétendu socialisme qui se construisit à l'écart de la population palestinienne – quand ce ne fut pas contre elle – n'était en fait rien d'autre qu'un élément de ce nationalisme.

Cette politique visant à chasser les Palestiniens de leurs terres s'est poursuivie tout au



long des soixante ans d'Israël. En 1967, lors de la guerre des Six Jours, qui vit l'annexion de Jérusalem à Israël et l'occupation militaire de Gaza, de la Cisjordanie, du Golan et du Sinai, 300 000 Palestiniens furent encore chassés des territoires passés sous domination israélienne. Cette politique se poursuit encore aujourd'hui, avec la construction du mur non encore terminé mais qui a déjà annexé 9 % du territoire de la Cisjordanie, et avec l'extension constante des colonies de peuplement juives qui rongent les lambeaux de territoires palestiniens restants.

Et lorsque les gouvernants israéliens décident, peut-être momentanément, de quitter certains territoires comme la bande de Gaza ou quelques enclaves cisjordanaises, ils en font des prisons à ciel ouvert, sous le contrôle constant de leur armée, qui n'hésite pas à intervenir quand bon lui semble. La situation dans les Territoires est à ce point difficile qu'à Gaza, sur une population de un million et demi d'habitants, plus d'un million ne survivent que grâce à des dons alimentaires qui leur parviennent uniquement quand Israël, les États-Unis ou l'Europe le décident.

Dans le giron de l'impérialisme

Israël est-il la seule démocratie de tout le Proche et le Moyen-Orient, comme aiment

à le rappeler ses laudateurs, alors qu'il n'est tel que pour une partie de ses habitants ? Dictatorial envers les Palestiniens, l'État israélien maintient inégalité et mépris envers les Arabes israéliens mais aussi envers la frange la plus pauvre de la société israélienne, souvent issue d'une émigration juive venue de pays arabes, et dont beaucoup vivent aujourd'hui très pauvrement, quand ce n'est pas sous le seuil de pauvreté.

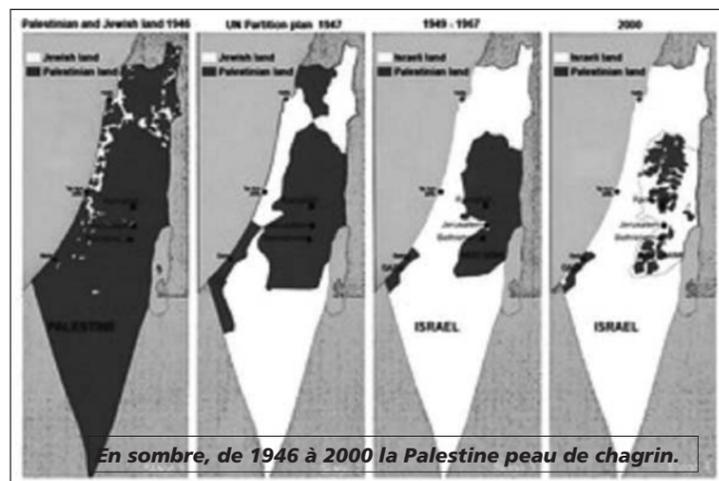
Ce qualificatif « démocratique » aurait déjà mille fois volé en éclats, s'il n'avait été mille fois véhiculé et répété par tous les dirigeants du monde impérialiste, qui n'ont jamais mesuré leur soutien à Israël. La raison de ce soutien n'est pas à rechercher dans un quelconque sentiment de responsabilité à l'égard des millions de Juifs massacrés par la barbarie nazie. De cela, les dirigeants du monde impérialiste ne sont pas capables. Ce qui les motive est le choix fait par les dirigeants israéliens de se comporter comme leur bras armé dans cette région du monde. De toute façon, en choisissant de construire leur État contre les populations arabes de la région,

les dirigeants sionistes ne pouvaient que rechercher l'appui des puissances occidentales. Dès la naissance de leur mouvement, ils l'exprimèrent en prétendant représenter « la civilisation contre le désert ».

Toute l'évolution ultérieure de l'État d'Israël était contenue dans ces choix initiaux. En le bâtissant sur un mensonge : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », ses dirigeants choisissaient d'en faire l'État raciste et théocratique qu'il est aujourd'hui, même s'il fut, dans les premières décennies de son existence, façonné et dirigé par des partis de gauche. Car ce furent tout de même eux, ces prétendus socialistes et laïques, qui les premiers initièrent la colonisation et s'appuyèrent sur la religion pour alimenter le mythe du retour à la terre de la Bible.

Soixante ans après, le visage qu'offre l'État d'Israël est odieux. Et il le restera tant que la population palestinienne n'aura pas reconquis ses droits bafoués. En ce sens, l'avenir des Israéliens reste et restera intimement lié à celui des Palestiniens.

Georges LATTIER



• Loi sur les OGM

Quand les godillots votent avec leurs pieds !

Après le rejet mardi soir 13 mai du projet de loi sur les OGM par l'Assemblée nationale, les porte-parole de la droite ont trouvé une explication : la gauche aurait réussi un « coup médiatique » en mobilisant ses troupes. Curieuse conception que celle qui fait qu'assister aux séances de l'assemblée serait pour des députés un geste déloyal !

Reste à savoir pourquoi les députés de droite (dont deux se sont d'ailleurs abstenus sur ce texte) étaient si peu nombreux

en séance. Question d'autant plus difficile, que les motivations des uns et des autres peuvent être très variées, de ceux qui craignent de mécontenter leur électoral rural en votant un texte qui fait la part belle aux OGM, aux amis de Monsanto et des semenciers qui le trouvent trop contraignant, sans compter les députés (qui peuvent par ailleurs se ranger dans l'une ou l'autre des deux catégories précédentes) qui ne veulent plus apparaître comme les membres d'une vulgaire

chambre d'enregistrement aux ordres d'un président en chute libre dans les sondages.

De toute manière, tout le monde est bien d'accord, majorité comme opposition, c'est un coup pour rien, car le gouvernement a le moyen de faire passer son texte lors d'une prochaine séance, en douceur s'il peut, en force dans le cas contraire.

C'est ce que d'aucuns appellent la « démocratie parlementaire » !

François DUBURG



• Résultats des banques

Les casseurs doivent être les payeurs

Les quatre banques françaises du CAC 40, la Société Générale, Dexia, le Crédit Agricole et la BNP-Paribas, doivent annoncer incessamment leurs résultats pour le premier trimestre 2008. La presse spécialisée annonce qu'ils ne seraient pas satisfaisants, le mauvais élève étant le Crédit Agricole.

Un communiqué de la banque du lundi 13 mai annonce 1,25 milliard d'euros de perte pour Calyon, la filiale de banque et de financement du Crédit Agricole, perte liée notamment à la crise des « subprimes ». Le montant total des pertes devrait être annoncé mercredi 14 mai par le conseil d'administration mais d'ores et déjà la banque lance une augmentation de capital de 5,9 milliards d'euros, ce qui laisse supposer des pertes se chiffrant en milliards d'euros. Cela ne veut pas dire que le CA sera en déficit. Ainsi en 2007, il avait perdu 3,3 milliards d'euros, déjà du fait des subprimes mais avait fait quand même... 4 milliards d'euros de bénéfices...

Une autre banque, la Société Générale, annonce, elle, un bénéfice de 1,1 milliard d'euros, en baisse de 23,4 % par rapport au premier trimestre 2007, mais qui représente déjà plus que le bénéfice pour toute l'année 2007, en chute libre du fait des pertes attribuées au seul trader, Jérôme Kerviel.

Les banques françaises sont donc contraintes aujourd'hui

d'admettre qu'elles sont touchées directement par la crise des « subprimes », comme toutes les grandes banques mondiales. Elles n'avaient pourtant pas hésité à nous raconter la fable selon laquelle la spécificité du système bancaire français l'aurait mis à l'abri de telles secousses !

Et face à cette crise, leurs solutions n'ont rien de « spécifique ». Aux USA, Citi Group annonce des milliards de pertes et 20 000 licenciements. Au Crédit Agricole, un communiqué de la direction annonce pour Calyon « une activité de banque de finance-ment et d'investissement recentrée sur ses compétences clefs »... ce qui pourrait signifier pour le personnel des changements à court terme et provoque l'inquiétude chez lui. Par contre, la crise des « subprimes » n'affecte pas les dirigeants de ces banques. Le patron de Calyon perd son poste mais reste un collaborateur du directeur du Crédit Agricole. Daniel Bouton, le PDG de la Société Générale perd son poste de directeur général mais reste président du conseil d'administration... ce sont pourtant eux qui, en multipliant les activités spéculatives sur les marchés à risques, sont les premiers responsables de ces pertes et de l'énorme gâchis social qu'elles représentent.

Cédric DUVAL

• Spéculation

Des produits financiers pour affamer les peuples

Une banque belge, du nom de KBC, a lancé un nouveau placement financier, en l'occurrence une assurance vie, indexée sur le cours de six matières premières agricoles, le cacao, le café, le sucre, le blé, ainsi que le maïs et le soja. Et elle a invité ses clients à saisir « l'opportunité » que représente « l'énorme accroissement de la population », « les changements climatiques », « la pénurie d'eau et de terres agricoles », le tout pour un rendement estimé à 14 %.

Cette information, étant parue dans la presse belge et ayant fait polémique, la porte-parole de la banque s'est excusée « auprès des gens qui ont été choqués par le slogan ».

Mais la banque n'en a pas moins estimé qu'elle n'avait rien à se reprocher puisque « ce n'est pas ce produit qui influence le cours des matières premières ». Certes non, c'est la spéculation en général... dont ce produit fait



partie et qui entend bien en profiter.

Dans le système capitaliste, c'est en effet le métier d'une banque de tirer avantage des moindres variations du marché,

quitte à pousser un peu plus des populations entières vers la famine. En général, elles ne font que se débrouiller pour le cacher un peu mieux.

David MARCIL

• Roumanie

Les ouvriers des sous-traitants de Dacia en grève

Chez deux fournisseurs implantés sur le site de Dacia-Renault à Pitesti, en Roumanie, la grève a été décidée pour des hausses de salaire. Ces deux entreprises sont les seules, sur la douzaine de fournisseurs, à ne pas avoir conclu de contrat collectif pour 2008.

Les 230 ouvriers de la société allemande de câblage électrique Leoni ont com-

mencé une grève illimitée le lundi 5 mai. Ils réclament une augmentation de salaire : les 210 lei d'augmentation proposés par le patron ne leur suffisent pas, ils en réclament 340 (environ 95 euros brut).

De leur côté, 90 des 130 ouvriers d'une autre entreprise, la société italienne Cortubi, qui fabrique des tuyaux d'échappements, ont décidé d'une grève d'avertisse-

ment de deux heures mardi 6 mai, toujours pour des hausses de salaire.

Les travailleurs de Dacia ont obtenu, après trois semaines de grève, une augmentation de 360 lei (environ 100 euros) et une prime annuelle de 245 euros. Un encouragement pour tous les ouvriers des sous-traitants à engager la lutte à leur tour.

Sylvie MARÉCHAL